

## Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts

### DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Identifiant juridique : BOI-RFPI-PVI-10-40-11/04/2014

Date de publication : 11/04/2014

Date de fin de publication : 06/06/2014

## RFPI - Plus-values immobilières - Exonérations

---

### Positionnement du document dans le plan :

RFPI - Revenus fonciers et profits du patrimoine immobilier

Plus-values de cession d'immeubles ou de droits relatifs à un immeuble

Titre 1 : Plus-values immobilières - champ d'application

Chapitre 4 : Exonérations

#### 1

L'article 150 U du code général des impôts (CGI) prévoit plusieurs cas d'exonération des plus-values de cession de biens ou droits immobiliers. Par ailleurs, par l'effet de l'abattement pour durée de détention prévu à l'article 150 VC du CGI, ces mêmes plus-values bénéficient d'une exonération au bout d'un certain nombre d'années de détention.

#### 10

Les différents motifs d'exonération des plus-values de cession de biens ou droits immobiliers sont examinés comme il suit :

- **Section 1 : Exonération de la plus-value résultant de la cession de la résidence principale (CGI, art. 150 U, II-1°)**  
: [BOI-RFPI-PVI-10-40-10](#).

Cette exonération s'applique également aux dépendances immédiates et nécessaires cédées simultanément avec l'immeuble concerné (CGI, art. 150 U, II-3°).

- **Section 2 : Exonération en faveur des personnes qui résident dans un établissement social, médico social, d'accueil de personnes âgées ou d'adultes handicapés (CGI, art. 150 U, II-1° ter)** : [BOI-RFPI-PVI-10-40-20](#).

La plus-value résultant de la cession, par une personne âgée ou handicapée résidant dans un établissement médicalisé, du logement qui a constitué sa résidence principale, est exonérée, lorsque cette cession intervient dans un délai inférieur à deux ans suivant l'entrée de la personne concernée dans l'établissement (CGI, art. 150 U, II-1° ter) .

- **Section 3 : Exonération de la première cession d'un logement autre que la résidence principale (CGI, art. 150 U, II-1° bis)** au [BOI-RFPI-PVI-10-40-30](#), sous condition de remploi de tout ou partie du prix de cession, dans un délai de vingt-quatre mois à compter de la cession, à l'acquisition ou la construction d'un logement affecté à l'habitation principale.

- **Section 4 : Exonération résultant de la cession d'un droit de surélévation (CGI, art. 150 U, II-9°)** au [BOI-RFPI-PVI-10-40-40](#), sous condition que le cessionnaire s'engage à achever les locaux destinés à l'habitation dans un délai de quatre ans à compter de la date d'acquisition.

- **Section 5 : Exonération de l'habitation en France des contribuables non résidents (CGI, art. 150 U, II-2°)** au [BOI-RFPI-PVI-10-40-50](#).

- **Section 6 : Exonérations liées à la nature des opérations réalisées** au [BOI-RFPI-PVI-10-40-60](#).

Il en est ainsi des cessions de biens pour lesquels une déclaration d'utilité publique a été prononcée en vue d'une expropriation lorsque la condition de remploi est satisfaite (CGI, art. 150 U, II-4°) et des cessions de biens réalisées lors de certaines opérations de remembrement ou d'opérations assimilées (CGI, art. 150 U, II-5°).

- **Section 7 : Exonération liée au montant de la cession (CGI, art. 150 U, II-6°)** au [BOI-RFPI-PVI-10-40-70](#).

Les plus-values résultant de la cession d'immeubles, parties d'immeubles ou droits relatifs à ces biens sont exonérées d'impôt sur le revenu, et par suite de prélèvements sociaux dus au titre des produits de placement, lorsque le prix de cession est inférieur ou égal à 15 000 €.

- **Section 8 : Exonération liée à la durée de détention (CGI, art. 150 VC)** au [BOI-RFPI-PVI-10-40-80](#).

La plus-value brute réalisée lors de la cession d'un immeuble, de droits relatifs à un immeuble ou de parts de sociétés à prépondérance immobilière est réduite d'un abattement pour chaque année de détention au-delà de la cinquième, conduisant à l'exonération de la plus-value au terme d'un certain délai de détention.

- **Section 9 : Exonération liée à la qualité du cédant (CGI, art. 150 U, III)** au [BOI-RFPI-PVI-10-40-90](#).

Les titulaires de pensions de vieillesse ou de la carte d'invalidité correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'[article L. 341-4 du code de la sécurité sociale](#) bénéficient, sous certaines conditions, d'une exonération des plus-values résultant de la cession d'immeubles, parties d'immeubles ou droits relatifs à ces biens.

- **Section 10 : Exonération liée à certains partages (CGI, art. 150 U, IV)** au [BOI-RFPI-PVI-10-40-100](#).

Les partages peuvent, dans certains cas, ne pas donner lieu à l'imposition de la plus-value réalisée, quand bien même ils s'effectueraient à charge de versement d'une soulte. Ce régime est subordonné à des conditions tenant notamment à la qualité des copartageants et à l'origine de l'indivision.

- **Section 11 : Exonérations en faveur des cessions réalisées directement ou indirectement au profit d'organismes en charge du logement social (CGI, art. 150 U, II-7° et 8°)** au [BOI-RFPI-PVI-10-40-110](#).

Les cessions directes ou indirectes de biens ou droits immobiliers réalisées par des particuliers au profit d'organismes chargés du logement social sont exonérées sous certaines conditions.